PRÉFET
DE LA
CHARENTE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer

Fiche N°4

AVIS DE VACANCE D'UN EMPLACEMENT DE PONTON DE PECHE AU CARRELET EXISTANT

L'objet de cet avis de vacance concerne uniquement l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial sur lequel est implantée l'ouvrage (emplacement)

Commune : SAINT-LAURENT-DE-LA-PRÉE
Lieu-dit : « Les Quarante Journaux »
N° d'emplacement : 353P14265

Le ponton de pêche au carrelet est existant et appartient à :
Monsieur Bernard BOUTIN
téléphone : 05-46-27-73-36/06-62-06-26-43 ou 06-67-48-92-69
courriel : bernard.boutin0733@gmail.com
Il appartient au demandeur de prendre contact avec le propriétaire afin de visiter l'ouvrage, et éventuellement de trouver un accord sur la vente de cette installation (compromis).
(le coût de construction peut varier de 20 000€ à 50 000€)

Certains éléments de l'ouvrage existant sont en mauvais état. Des travaux sont à prévoir.
L'ouvrage existant a des dimensions supérieurs à ce qui est autorisable, elles devront être réduites lors de travaux de superstructures.

Renseignements administratifs et adresse à laquelle doit être adressée la candidature

DDTM17 - Service Risque, Sécurité et Littoral
Unité Gestion du Littoral
CS 80000 - 89 avenue des Cordeliers
17018 LA ROCHELLE Cedex 1
Téléphone : 05 16 49 63 82
courriel: *ddtm-sl@charente-maritime.gouv.fr*

Date limite de réception des candidatures :
Mardi 17 novembre 2026
La commission d'attribution se déroulera dans un délai d'un mois après la date limite de réception des candidatures.

Coordonnées GPS *(WGS 84 en degrés décimaux)*	Latitude : 45,962014°	Longitude : -1.037355°



Situation

Installation existante





Informations concernant les modalités d'attribution de l'emplacement sur le DPF
(sous réserve d'un accord financier entre l'actuel propriétaire de l'ouvrage et le demandeur)

La commission d'attribution émet un avis et propose un classement des candidatures présentées.
Cette commission est composée:

- du préfet de la Charente-Maritime ou de son représentant,
- d'un représentant de la Direction départementale des territoires et de la mer, Délégation à la Mer et au Littoral,
- d'un représentant de la Direction départementale des territoires et de la mer, Unité Gestion du littoral,
- d'un représentant de France Domaine,
- du président de l'association départementale pour la défense de la pêche maritime de loisir et de tradition (ADDPMLT) ou son représentant,
- du maire de la commune concernée ou son représentant,.
- En tant que besoin, de toute personne publique dont l'avis est susceptible d'éclairer l'avis de la commission

Le classement se fait selon l'ordre de priorité suivant:

1. collectivités et organismes publics souhaitant créer des installations à caractère pédagogique
2. associations porteuses d'un projet de découverte du milieu fluvial
3. associations ou comités d'entreprise
4. associations de particuliers et particuliers

Critères prioritaires étudiés :	Critères complémentaires (si ex aequo) :
• Motivation du candidat • Usages & fréquence d'utilisation • Engagement à créer et/ou entretenir l'ouvrage • Engagement à payer la redevance fixée par DDFIP.	• Candidat précédemment non retenu • Contact établi avec le propriétaire et visite de l'ouvrage • Existence d'un compromis • Ordre de réception de la candidature à la DDTM

IMPORTANT :
=> le candidat retenu devra satisfaire à toutes les démarches réglementaires administratives, notamment au titre de l'urbanisme.
=> les carrelets ont pour vocation la pêche de loisir : les activités économiques et les séjours de nuit sont interdits.
=> **Aucune transaction financière ou vente ne doit avoir lieu avant le passage en commission d'attribution.**